

# ACTION URGENTE

## BAHREÏN CONTINUE D'INCARCÉRER DES MANIFESTANTS

**La répression des militants continue à Bahreïn avec le placement en détention le 9 avril d'un important défenseur des droits humains et de ses deux gendres. Ils rejoignent plus de 400 militants actuellement détenus pour avoir participé aux manifestations qui ont débuté le 14 février, et exprimé leur soutien.**

**Abdulhadi Alkhwaja** a été arrêté le 9 avril à la suite des mouvements de protestation. Cet éminent défenseur des droits humains est l'ancien directeur de la section Moyen-Orient et Afrique du Nord de Front Line, une ONG internationale basée à Dublin qui travaille avec des défenseurs des droits humains. Il a été interpellé au domicile de sa fille à Manama, la capitale de Bahreïn, où il demeurait à ce moment. Des agents des forces de sécurité ont fait une descente dans cette maison pendant la nuit et agressé Abdulhadi Alkhwaja et une de ses filles. Ils ont emmené celui-ci et ses deux gendres, Wafi al Majed et Hussain Ahmed Hussain. On ignore où ces trois hommes se trouvent, ce qui augmente les craintes pour leur sécurité. Abdulhadi Alkhwaja était pieds nus lorsqu'on l'a emmené et il n'a pas été autorisé à prendre ses médicaments avec lui.

Plus de 400 personnes, presque toutes issues de la majorité chiite, ont été placées en détention au cours du mois dernier, à la suite des mouvements de protestation populaires qui ont débuté le 14 février. Dans la plupart des cas, les autorités bahreïnites ne révèlent pas où se trouvent les détenus mais on pense que beaucoup sont aux mains des militaires bahreïnites. Seuls six individus, tous meneurs du mouvement de protestation, ont pu consulter des avocats. Parmi eux figurent Hassan Mshaimaa, Ebrahim Sharif, Abdel Waha Hussain et Abdel Jalil al Singace. Ces six personnes devraient être jugées devant un tribunal militaire pour avoir appelé au renversement du gouvernement issu de la minorité sunnite et pour « collaboration » avec une puissance étrangère (l'Iran). Trois personnes seraient mortes en détention dans des circonstances troubles, faisant craindre davantage que les détenus soient victimes de torture ou d'autres mauvais traitements.

Le 11 avril, les médias ont informé que le ministre de l'Intérieur avait annoncé la libération de 86 manifestants arrêtés après les mouvements de protestation, après que des poursuites ont été engagées contre eux. Amnesty International s'inquiète pour la santé de tous les détenus et appelle les autorités bahreïnites à révéler où ils se trouvent et à les autoriser à consulter des avocats et contacter leurs familles.

### **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en arabe, en anglais ou dans votre propre langue) :**

- appelez les autorités à révéler immédiatement où se trouvent toutes les personnes placées en détention après les manifestations et quel est leur statut juridique ;
- exhortez-les à autoriser tous les détenus à contacter immédiatement leurs avocats et leurs familles et à bénéficier sans délai de tous les soins médicaux dont ils pourraient avoir besoin ;
- priez-les de veiller à ce que les détenus ne soient pas victimes de torture ou d'autres mauvais traitements, de diligenter sans délai des enquêtes indépendantes sur les morts survenues en détention et de traduire en justice les responsables présumés d'actes de torture ou d'autres mauvais traitements.

### **ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 23 MAI 2011 À :**

#### Roi de Bahreïn

Shaikh Hamad bin Issa Al Khalifa  
Office of His Majesty the King  
P.O. Box 555

Rifa'a Palace, al-Manama, Bahreïn

**Fax : +973 17664587**

**Formule d'appel : *Your Majesty, / Sire,*  
(Votre Majesté, dans le corps du texte)**

#### Premier ministre

Prince Khalifa bin Salman Al Khalifa  
Prime Minister  
Office of the Prime Minister

P.O. Box 1000, al-Manama, Bahreïn

**Fax : +973 17533033**

**Formule d'appel : *Your Highness, /***

**Monsieur le Premier ministre,**

#### Ministre de l'Intérieur

Shaikh Rashid bin Abdullah bin Ahmad  
Al Khalifa  
Minister of Interior

Ministry of Interior

P.O. Box 13, al-Manama, Bahreïn

**Fax : +973 17232661**

**Formule d'appel : *Your Excellency, /***  
**Monsieur le Ministre,**

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de Bahreïn dans votre pays.** Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la seconde mise à jour de l'AU 79/11. Pour plus d'informations :

<http://www.amnesty.org/fr/library/info/MDE11/015/2011/fr>

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**

